

## Groupe des élus socialistes, personnalités et radicaux

Le service public, c'est la République !

Les services publics de proximité participent de la cohésion urbaine et sociale, au même titre que le tissu associatif, les commerces ou encore les transports. Pour favoriser l'accès au droit et pour relever le défi de l'égalité entre les territoires, les élus de la Seine-Saint-Denis que nous sommes doivent se mobiliser pour préserver, améliorer et étendre l'offre de service public.

C'est donc avec amertume que nous avons pris connaissance de la volonté de la direction de la CPAM de fermer le point d'accueil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, situé avenue Jean-Jaurès au Pré Saint-Gervais. Cette fermeture n'est pas isolée. Elle s'inscrit dans une démarche globale sur le département de fermeture d'une majorité de points d'accueil (18 sur 33) jugés de moindre importance. 1,53 millions d'assurés sociaux sont donc concernés. Bien sûr, il faut relever le défi de l'e-administration. De plus en plus de démarches doivent pouvoir être élaborées en ligne. Mais la fracture numérique est encore bien réelle sur notre territoire et cette décision ne fera donc qu'exclure davantage ceux qui éprouvent déjà des difficultés pour connaître et faire valoir leurs droits.

Dans le même temps, nous prenons connaissance de l'appel pour la santé en Seine-Saint-Denis, lancé par le Président du Conseil Général, Stéphane Troussel.

L'Agence Régionale de Santé remet en cause le financement de certaines actions santé dispensées par le Conseil Général : le dépistage de la tuberculose, celui du VIH et des IST, ainsi que certaines vaccinations. Comment ne pas comprendre cette remise en cause comme un mauvais coup porté à l'égalité d'accès à la santé en Seine-Saint-Denis ?

Nous ne pouvons accepter que notre territoire ne soit pas analysé au regard des difficultés sociales qu'il rencontre.

Nous prenons ainsi pour exemple le nombre de bénéficiaires de prestations sociales, comme par exemple, ceux de la CMU-C qui ne cesse d'augmenter, atteignant plus de 200 000 bénéficiaires dans notre département. La santé est un enjeu public majeur qui mérite de s'adosser à un service public fort et présent partout sur le territoire.

Les élus du groupe socialistes et républicains se mobiliseront donc sur ces deux enjeux fondamentaux.